



CDEN du 4 juillet 2022 Déclaration liminaire de la FSU

Évaluation du mépris

Première marque de mépris. Ce CDEN (pour mémoire Comité Départemental de l'Éducation Nationale) se déroule un 4 juillet, c'est-à-dire 3 jours avant la date officielle des vacances d'été, après une année particulièrement rude pour les personnels, les élèves, leurs parents et donc pour leurs représentants. Le report de cette séance a été inscrit le mardi 12 juillet, soit pendant les vacances scolaires. Par ailleurs, il fait suite à un CDEN qui a eu lieu du 15 avril au 6 mai dernier, soit en partie pendant les vacances scolaires, car la consultation a été complètement dématérialisée avec des documents peu clairs et incomplets.

La FSU se pose donc la question suivante : à quoi sert le CDEN de la Drôme ? Peut-être est-il devenu un alibi démocratique pour une institution qui veut passer à « l'école du futur », c'est-à-dire à une phase encore plus active de déconstruction, pour ne pas dire de destruction, du service public d'éducation pour mieux le confier aux intérêts privés qui ne pourront que faire mieux qu'un « mammoth » en bout de course.

Deuxième marque de mépris. Une annonce de revalorisation du point d'indice de 3,5% a enfin été arrachée au Ministre de la Fonction Publique. Pour autant, cette augmentation, attendue et nécessaire, reste très en deçà de l'inflation, pour l'instant à 5,2% et prévue très prochainement à 7%. Après un quinquennat entier qui s'est acharné à maintenir le point gelé, cette augmentation ne saurait compenser les pertes ni réparer les conséquences lourdes pour les conditions de vie d'un grand nombre de personnels, en particulier les bas salaires et les plus précaires dont les rémunérations stagneront de nouveau très rapidement.

Troisième marque de mépris. Après la satisfaction du départ et de la déroute électorale de Jean-Michel Blanquer, l'arrivée de Pap N'Diaye n'a pas fait illusion bien longtemps. Si, après avoir condamné les attaques intolérables dont le nouveau Ministre de l'Éducation Nationale a fait l'objet par l'extrême droite, la FSU s'est d'abord réjouie d'un changement de ton bienvenu, le discours, pour doucereux qu'il soit, reste exactement le même et va même plus loin. En effet, Monsieur N'Diaye se permet de remettre en cause les droits à congé maladie dans l'entretien qu'il a accordé au *Parisien* le 26 juin dernier et semble reprendre les conseils de McKinsey en voulant plafonner les rémunérations des enseignant.e.s à 2000 euros par mois pendant une bonne partie de leur carrière.

Quatrième marque de mépris. Rien ne change : Emmanuel Macron a un programme très clair depuis 2017 et son intervention marseillaise acte la poursuite du changement de paradigme pour l'Éducation Nationale. La contractualisation doit devenir la norme : contrats pour innover et obtenir des moyens, contrats pour recruter, contrats, après évaluation, pour être enfin efficient localement, contrats pour instituer la concurrence entre les établissements, contrats pour les personnels, pour les parents, pour les élèves. La FSU n'oublie pas que le libéralisme c'est aussi faire croire que chacun et chacune est maître.sse de son destin et donc complètement responsable de ses échecs.

Cinquième marque de mépris. Elle repose sur les conséquences de la politique éducative menée depuis des années : les effectifs sont pléthoriques, les conditions de travail et d'étude sont extrêmement dégradées, d'autant plus après une pandémie de COVID qui n'est pas terminée. Notre travail n'est pas reconnu et pour beaucoup ne fait plus sens. Pourtant, le Ministère de l'Éducation Nationale ne compte pas revenir sur les dernières réformes ; il profite

du manque d'attrait de la profession et des concours, qu'il a sciemment organiser, pour augmenter le nombre de personnels précaires et non formé.e.s, entre autres *via* des opérations de job dating ; il conditionne une nouvelle « revalorisation » à des tâches supplémentaires. Enfin, pour assurer une nouvelle « rentrée sans accroc », des moyens sont actuellement récupérés aussi bien dans le Premier Degré, comme nous allons le dénoncer dans cette séance, que dans le Second. La FSU condamne avec vigueur les fermetures de divisions dans plusieurs collèges drômois (La Chapelle, Dieulefit, Loriol, Alain Borne et Europa à Montélimar, Albert Triboulet à Romans, Marcel Pagnol à Valence...), sans oublier le fait que, dans nombre de collèges, en raison des DG insuffisantes, les répartitions relèvent plus du calcul arithmétique que de la considération pédagogique et les équipes sont mises en grande difficulté. Les classes seront donc plus chargées et les enseignant.e.s complèteront leur service sur d'autres établissements. Le remplacement, dont la nécessité apparaîtra de nouveau comme évidente peu après cette future « rentrée techniquement réussie », sera inexistant.

Pour la FSU, trouver sa place dans la société passe par l'émancipation et la solidarité. Il faut donc des services publics puissants avec des moyens conséquents, des agent.e.s reconnu.e.s, bien formé.e.s et rémunéré.e.s, pour qui travailler au service de la population et de l'avenir fait sens.

Pour la FSU, face à un état d'urgence dans l'Éducation Nationale, tant pour les élèves que pour les personnels, il est donc indispensable de prendre rapidement des mesures à la hauteur des enjeux.

Pour la FSU, il n'est donc pas outrancier d'exiger un retour sur des réformes délétères, d'exiger un collectif budgétaire en vue de la rentrée 2022. Cela passe également, sur un plus long terme, par une programmation budgétaire pluriannuelle afin de réparer notre système éducatif en revalorisant et en reconnaissant ses métiers pour assurer l'avenir de la jeunesse.